



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 7 avril, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1 avril 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Était excusé et représenté par pouvoir:

M. LIMINIANA à Mme QUERAL

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. ELIAS est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 26

Conseillers votants : 27

Pour : 22

Contre : 5

Abstention : 0

14 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS REELS - CASERNEMENTS - AUTORISATION AU MAIRE DE SIGNER

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Par délibération du 19 mars 2013, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer des conventions d'occupation du domaine public constitutive de droits réels.

Dans le cadre de ce projet de « réouverture des volets », la ville de Blaye a été sollicitée par un porteur de projet, Mme BUTTAZZONI, pour l'utilisation d'un module du casernement.

Cet espace, d'environ 40 m², serait dédié aux activités suivantes :

- vente d'habits et d'accessoires, anciens et d'époque, vintage et occasion,
- création de vêtements entièrement élaborés à partir de tissus anciens et de récupération,
- transformation de vêtements à partir d'éléments anciens.

Certaines notions de la convention sont :

- la durée est de 30 ans,
- le bénéficiaire sera chargé de la réalisation des travaux suivants :
 - reprise de la couverture (reprise des arases)
 - couverture en tuiles creuses
 - charpente
- le montant de la redevance, composé d'une part fixe à hauteur de 500 € par an par casernement, et d'une part variable calculée en fonction du chiffre d'affaire annuel de l'année N-1. Cette part variable est nulle si le chiffre d'affaire est inférieur à 100 000 € HT ; elle est de 2% du chiffre d'affaire si celui-ci est égal ou supérieur à 100 000 € HT. Cette redevance est limitée à 250 € pour la première année (à compter de la date de la signature de la convention).

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels.

La commission n° 3 (Politique de la Ville – Urbanisme – Patrimoine) doit se réunir le 3 avril pour émettre un avis.

Fait et adopte à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 15/04/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20150407-20237-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

